



339 LOI POUR UNE SÉCURITÉ GLOBALE PRÉSERVANT LES LIBERTÉS

- 352 État des lieux de la nouvelle formation
des élus locaux
Emmanuel Aubin et Patrick Mozol
- 357 Le traitement du conflit d'intérêts par la HATVP
Élise Untermaier-Kerléo
- 362 Panorama des évolutions du droit funéraire
Bertrand Hédin



ref: 332107

DA|LOZ



Version numérique incluse*



333 Tribune

336 Au fil du mois

339 Dossier LOI POUR UNE SÉCURITÉ GLOBALE PRÉSERVANT LES LIBERTÉS


Organisation et fonctionnement des polices municipales dans la loi Sécurité globale

par Jean-Charles Jobart..... 340

Focus sur... la création d'une police municipale à Paris

par Jean-Charles Jobart..... 343

Sécurité privée : que dit la loi Sécurité globale ?

par Marc-Antoine Granger..... 344

Le recours aux dispositifs de surveillance à l'aune de la loi Sécurité globale

par Romain Perray et Héliène Adda..... 349

352 Pratiques

État des lieux de la nouvelle formation des élus locaux

par Emmanuel Aubin et Patrick Mozol..... 352

Le traitement du conflit d'intérêts par la HATVP

par Elise Untermaier-Kerléo..... 357

Panorama des évolutions du droit funéraire

par Bertrand Hédin..... 362

366 Jurisprudence

ARRÊT DU MOIS : TA Toulouse 30 mars 2021, n° 1902329 et autres ; TA Toulouse 20 mai 2021, n° 1902329 et autres
PLUi-H de Toulouse métropole : une annulation riche d'enseignements !

par Farid Belacel..... 366

Commande publique et contrat

Moyens invocables dans le cadre du référé précontractuel :

position de la CJUE

CJUE 24 mars 2021, aff. C-771/19, par Jean-David Dreyfus..... 370

 Un contrat portant sur l'émission de titres de paiement est un marché public dont la valeur doit être estimée en incluant celle des titres en cause
 CE 4 mars 2021, n° 438859, par Sylvain Hul..... 371

Finances locales

La Cour de discipline budgétaire et financière, un gros chien qui aboie mais ne mord pas

CDBF 26 mars 2021, n° 249-837, par Guy Durand..... 372

L'examen du budget principal avec ses annexes

lors de la même séance constitue une garantie

TA Lyon, 11 février 2021, n° 1905190-1906059,

par Romain Reymond-Kellal..... 373

Formalité administrative

Précisions sur la communicabilité de documents et informations

relatifs à la sélection d'un groupement d'aménageurs d'une ZAC

 CE 1^{er} mars 2021, n° 436654, par Olivier Didriche..... 374

Organisation territoriale

L'absence de transmission dématérialisée des convocations

des conseillers municipaux n'entache pas d'illégalité

l'élection des adjoints

CE 30 mars 2021, n° 446461, par Jean-Marie Pontier..... 376

Police

Frais d'expertise supportés par la commune

dans le cadre d'un péril imminent

CAA Nantes, 26 mars 2021, n° 20NT01272, par Mehdi Bahouala... 377

Validation d'un arrêté municipal enjoignant, sous astreinte,

à un propriétaire privé, d'éliminer un dépôt sauvage

CAA Nantes, 5 mars 2021, n° 20NT01183, par Olivier Didriche... 378

Propriété publique

Les greffiers des tribunaux de commerce, occupants privatifs

du domaine public au titre de leurs missions non juridictionnelles

CE 12 mars 2021, n° 442284, par Jean-David Dreyfus..... 379

Domaine public fluvial : les modalités de confiscation

d'un bien irrégulièrement stationné sont précisées

CE 12 mars 2021, n° 448007,

par Christophe Otero..... 380

Responsabilité et assurance

Malaise d'un élève pendant la pause méridienne :

les personnels municipaux doivent immédiatement

appeler les secours !

CE 12 février 2021, n° 429801,

par Olivier Didriche..... 382

Service public

La surtarification des repas de cantine scolaire

ne constitue pas une sanction

TA Montreuil, 8 janvier 2021, n° 1804703-1804971-

1805317-1805849, par Christophe Colera..... 383

Le droit à la cantine scolaire pour tous les enfants

n'est pas sans limite

CE 22 mars 2021, n° 429361,

par François-Julien Defert..... 384

Urbanisme

Le caractère exécutoire du PLU d'une commune

couverte par un SCOT n'est pas subordonné

à l'accomplissement des formalités de publicité

prescrites par l'article R. 153-21 du code

de l'urbanisme

CE 2 avril 2021, n° 427736,

par Étienne Mascré..... 386

Voie

Une commune peut imposer aux personnes

handicapées bénéficiant de la gratuité du

stationnement d'établir l'heure du début

de leur stationnement

CE 24 mars 2021, n° 431132,

par Olivier Didriche..... 387